

LA REVUE CRESCENDO RÉVÈLE L'Italie détrône la France et la Chine en Algérie

L'ambassadeur d'Italie en Algérie, M. Giampaolo Cantini, dans une contribution publiée dans la revue *Crescendo*, spécialisée dans le domaine des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Italie, éditée conjointement par l'ambassade d'Italie et l'Institut italien du commerce extérieur, considère qu'«aujourd'hui, il est opportun pour l'Algérie et l'Italie de développer des projets industriels conjoints et des rapports concrets de partenariat dans tous les secteurs où l'Algérie a des potentialités et des ressources, mais aussi, en même temps, elle a besoin du savoir-faire italien et de la capacité italienne».

Ainsi, dans son cinquième numéro (mars-juin 2009), la revue *Crescendo* traite, notamment, «des infrastructures et l'énergie» des rencontres d'affaires algéro-italiennes, de l'industrie plastique en Algérie, et des calendriers des foires et salons spécialisés en Italie.

Le magazine indique que «l'Italie figure en bonne place en terme d'augmentation nette des échanges avec l'Algérie soit plus 1,94 milliard de dollars, ce qui lui a permis de dépasser «l'indétrônable» partenaire de l'Algérie qui est la France (plus 1,85 milliard de dollars) mais aussi le concurrent le plus menaçant qu'est la Chine, plus 1,59 milliard de dollars. Ces chiffres sont rendus publics par le Cnis concernant les échanges commerciaux entre l'Algérie et ses différents partenaires.

Au-delà de ces données globales, «il serait intéressant d'approfondir l'analyse pour conforter l'idée que cette consistance n'est ni le fruit de la conjoncture, ni l'œuvre d'un quelconque concours de circonstances».

Selon le rédacteur en chef de la revue *Crescendo*, «la structure des exportations italiennes vers l'Algérie n'a, en réalité, pas changé. Ce qui a cependant changé, c'est que l'Italie s'est bonifiée, s'est améliorée sur tout ce qui a été son point fort».

Abder B.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'IDENTIFICATION DU MANDAT

Les ports commerciaux sous haute surveillance douanière

Le port d'Alger, à l'instar des autres ports commerciaux d'Algérie, est depuis quelque temps sous haute surveillance douanière. L'entrée en vigueur il y a quelques mois de la disposition douanière portant identification d'un mandat établi par l'importateur ou l'exportateur au nom du commissaire en douane a suscité des remous chez certains opérateurs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Depuis le 1^{er} janvier dernier, toute déclaration déposée auprès des services des douanes en Algérie doit être accompagnée d'un mandat établi par l'importateur ou l'exportateur au nom du commissionnaire en douane qui accomplit les formalités douanières pour son compte. «La décision avait été prise par la Direction générale des douanes pour déterminer la traçabilité des différentes opérations commerciales tant à l'importation qu'à l'exportation».

Mais à en croire des source douanières, la mesure est surtout destinée à «identifier d'une manière particulière les différents opérateurs dans l'importation et l'exportation». La forme et le contenu de ce mandat sont fixés par une décision émanant de la Direction générale des douanes datant du 17 septembre 2007 et parue au Journal officiel du 21 novembre de la même année. Toutefois, sa mise en application n'a eu lieu qu'à la fin de l'année 2008, voire au début de l'année en cours. Pour les pouvoirs publics, le lancement du «mandat» et la déclaration des éléments de valeur en douane (DEV), deux formules utilisées dans le monde, contribuent à contrecarrer les fraudeurs et surtout le phénomène du blanchiment d'argent.

Cette mesure semble avoir pris de court beaucoup d'importateurs. Selon ces derniers, cette nouvelle décision a été diffusée tardivement auprès des importateurs et des commissionnaires en douane, ce qui a généré, une situation de confusion, particulièrement chez ceux dont les marchandises étaient déjà à quai. «Nous aurions souhaité une meilleure diffusion de cette décision. Cela nous aurait permis de prendre nos dispositions car nous avons des délais de livraison à respecter auprès de nos clients», a affirmé un opérateur rencontré au niveau du port d'Alger.

A ce titre, il est à noter que l'article 3 de ladite décision distingue entre deux types de mandats : le mandat pour opérations multiples, valable pour une durée d'une année à compter de la date de son acceptation par le receveur



Photo : Samir Sid

Une mesure pour contrecarrer les fraudeurs.

des douanes, et le mandat pour opérations occasionnelles, valable uniquement pour une seule opération. Ces deux types de mandats doivent être établis conformément aux modèles diffusés par les services des douanes. Au niveau de la Direction générale des douanes, on indique que cette procédure est appliquée dans tous les pays du monde. «L'objectif recherché à travers cette procédure est d'établir la traçabilité des opérations d'importation et d'exportation. Elle permet aussi de situer les responsabilités entre le mandataire et le mandant en cas de problème», a-t-on précisé. Pour le directeur général des douanes, M. Bouderbala, «il s'agit d'identifier les intervenants du commerce, d'avoir une traçabilité et savoir qui fait quoi». Selon lui, les transitaires devront identifier les importateurs et les exportateurs et ils seront considérés comme «responsables» en cas de fraude.

Parallèlement à cette opération, l'administration douanière a lancé officiellement sa structure de renseignement. Il s'agit d'une «structure» organique, introduite dans le sillage des nouvelles missions de l'administration des douanes, et qui sera confortée avant la fin de l'année en cours par un nouveau code des douanes.

On indique également que cette nouvelle disposition permettra aux «douanes algériennes de disposer de toutes les informations relatives au blanchiment d'argent, au piratage, à la drogue et autres crimes susceptibles de menacer l'économie nationale ou porter atteinte

à la sécurité du pays». L'institution douanière, à travers cette nouvelle mesure, disposera d'un fichier national des différents intervenants dans la chaîne du commerce extérieur tant à l'exportation qu'à l'importation.

Au niveau de la Direction générale des douanes, on souligne que «la nouvelle structure en charge du renseignement au sein des Douanes algériennes interviendra à un double niveau, soit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'institution». Dans ce cadre, «un plan d'accompagnement s'étalera jusqu'à l'horizon 2010» et sera appuyé par une enveloppe budgétaire de 10 milliards». Le plan en question avait été élaboré suite aux multiples rapports et autres constats élaborés depuis plusieurs années par les responsables des douanes. A ce sujet, il y a lieu de noter qu'un rapport sur la situation des douanes en Algérie avait été établi par la Direction des études chargée de l'organisation et méthodes (DEOM).

Le rapport a mis en exergue une multitude de dysfonctionnements, de déficiences et d'imperfections sur les plans réglementaire, organisationnel et opérationnel. Mohamed Abdou Bouderbala, directeur général des douanes, a expliqué que «la réforme de l'institution douanière, dont l'échéance est comprise entre 2007 et 2010, obéit aux exigences de mutation économique aux plans national et international, mais aussi aux différents engagements conclus avec des organisations internationales, dont le FMI, l'UE et prochainement l'OMC».

A. B.

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Ces comportements qui font la bonne entreprise

«Intelligence économique, veille et management», tel est le thème d'un séminaire organisé hier à l'hôtel Mercure à Alger par la société ARC Expositions. Animé par le professeur Faouzi Bensebaâ, professeur des universités de Paris et Reims et intervenant en entreprises, le séminaire a regroupé une quinzaine de managers d'entreprise, dont ceux d'Air Algérie et de Nedjma.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - De portée fondamentalement académique, le séminaire n'en demeure pas moins intéressant pour des professionnels pratiques soucieux de développer leurs entreprises.

Le conférencier a fourni, tout au long d'une journée d'exposé souvent didactique, les éléments nécessaires à la conduite de processus de développement d'entreprises, sériant l'ensemble des facteurs qui doivent nourrir l'analyse et la réflexion et, partant, détermi-

ner les stratégies à adopter. Puisque l'intelligence économique se comprend comme la maîtrise et la production de l'information stratégique, il s'agira, pour le manager modèle, de la mise en pratique d'une somme de «réflexes» qui permettent une meilleure performance économique et ou commerciale.

La récolte, l'interprétation et le décodage ou la compréhension de l'information s'avèrent donc nécessaires à l'anticipation. Cette attitude fait partie de ce qu'on appelle la

veille. Elle associe également l'action de lobbying.

Cette veille peut être proactive, c'est-à-dire qu'elle peut servir de socle à une conversion de la menace, par exemple, en opportunités favorables.

Mais comment se fait-il qu'avec toute cette science pratique, les grands groupes mondiaux n'ont pas vu arriver la crise financière actuelle ? Pour Faouzi Bensebaâ, la raison est que – théorie d'un économiste américain d'origine libanaise –, la finance mondiale est modulaire et mathématique et qui n'intègre donc pas l'imprévisible.

C'est, en somme, la théorie du cygne blanc et du signe noir. Avant la découverte du cygne noir d'Australie, pour les Européens le cygne noir n'existait simplement

pas. Ceci étant, le conférencier mettra également l'accent sur la nécessité pour l'entrepreneur de prendre en compte les réseaux de pouvoir à l'intérieur de son pays ou à l'étranger, de se documenter sur les législations en vigueur et de s'informer sur les normes du marché. Il estimera qu'en matière de veille et d'intelligence économique, le rôle des collectivités locales est important.

Or, devait-il déplorer, le rôle des collectivités locales algériennes en la matière est faible. Il a aussi estimé que pour que l'entreprise algérienne connaisse un essor, il lui faudra avancer en atténuant les variables politiques et en relâchant les contraintes politiques.

S. A. I.